

L'association humanrights.ch, fondée en 1999, a son siège à Berne.
Elle s'engage pour une meilleure application des droits humains
en Suisse.

© humanrights.ch

Février 2016

Rédaction
Christina Hausammann
Alex Sutter

Mise en page
Atelier Bläuer, Berne

Rétablir l'équilibre

Les droits humains et leur mise en œuvre en Suisse sont devenus en 2015 l'un des sujets politiques les plus discutés dans notre pays. Parallèlement, la demande d'information concernant la mise en œuvre des droits humains semble elle aussi avoir pris de l'ampleur: le nombre de visiteuses et de visiteurs de notre site internet www.humanrights.ch, en nette augmentation en 2015 également, est là pour le prouver. C'est pourquoi la documentation relative à la situation des droits humains est également l'une de nos préoccupations principales. Nous offrons un aperçu des processus politiques ainsi que des activités et du travail menés par les organisations de la société civile et les rendons accessibles aux personnes intéressées.

Nous restons par ailleurs à l'écoute des préoccupations concrètes des individus en matière de droits humains en Suisse : chaque semaine, nous recevons plusieurs demandes de personnes ayant le sentiment d'avoir subi une violation de leurs droits humains ou fondamentaux et sollicitant de l'aide ou des conseils. Il s'agit en général de personnes issues de groupes sociaux marginalisés, des personnes dont les droits individuels sont de moins en moins pris en compte au niveau politique : bénéficiaires de l'aide sociale et de l'AI, personnes étrangères et réfugiées ainsi que, de plus en plus fréquemment, des personnes placées en détention.

Nous sommes là pour tenter de rétablir l'équilibre. Une telle position est souvent mal perçue, mais elle est plus que nécessaire, comme le prouve la lutte contre l'initiative de mise en œuvre de l'UDC.

Alex Sutter et Christina Hausammann

Direction de humanrights.ch



Vision ► Humanrights.ch défend la vision d'une Suisse où les droits humains et les droits fondamentaux seraient des valeurs motrices de la société et de la politique et y joueraient un rôle décisif. La société reconnaît l'importance essentielle des droits humains et des droits fondamentaux; les droits humains et les droits fondamentaux sont intégrés dans la conscience ordinaire; la Suisse poursuit une politique des droits humains active et cohérente, sur son territoire comme à l'étranger; législateurs et instances juridiques reconnaissent les droits humains et les droits fondamentaux, les protègent et les mettent en œuvre; les droits humains et les droits fondamentaux sont applicables aux cas individuels.

Identité ► Humanrights.ch se considère comme étant une organisation indépendante, professionnelle, spécialisée et autonome sur le plan institutionnel et idéologique. Humanrights.ch fait partie de la société civile et développe au besoin des correctifs critiques quant aux actions et politiques gouvernementales. Humanrights.ch viabilise l'accès de tout à chacun au spectre complet des droits humains en vigueur et de leur incidence pratique.

Objectifs ► Humanrights.ch contribue à la reconnaissance, la mise-en-œuvre et le respect, en Suisse et par la Suisse, de tous les droits humains internationaux en vigueur. Dans le débat politique actuel, Humanrights.ch adopte une position et une attitude favorables à celles et ceux dont les droits humains et les droits fondamentaux ont été abusivement restreints. Humanrights.ch développe une offre et des instruments qui renforcent au sein de la société civile, de la politique et de l'administration, la conscience de l'existence des droits humains et de la responsabilité qui en découle pour certains acteurs sociétaux. Humanrights.ch défend les droits humains et les droits fondamentaux en vigueur contre toute attaque politique.

Plateforme web www.humanrights.ch

Outre le travail de rédaction quotidien, deux défis particuliers ont marqué cette année 2015. Il s'agit premièrement de l'élaboration d'un nouveau design pour notre plateforme internet, qui a été rafraîchi afin d'être compatible avec les smartphones de tous types. Deuxièmement, il s'agit de l'intense travail de recherche de fonds qu'il nous a fallu faire afin de garantir le maintien de la plateforme d'information, après que notre plus important soutien financier nous a annoncé vouloir réduire son aide de moitié en 2016 et la suspendre complètement dès 2017.

Design modernisé

Après une phase de préparation intensive d'une année, la plateforme web a dévoilé son nouveau design en ligne le 10 décembre 2015. Non seulement le site internet a fait peau neuve, mais ses fonctions ont aussi été améliorées pour répondre aux usages actuels des utilisatrices et utilisateurs: nos articles sont désormais adaptés à la lecture sur smartphone ou tablette.

Intérêt du public en hausse

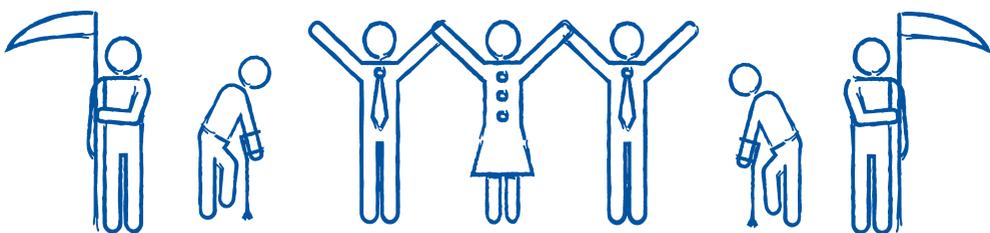
Nos statistiques font état, cette année 2015 encore, d'une augmentation significative du nombre de passages sur notre site internet (session +41%, utilisateurs +43%, consultations +30%). Si, en 2013, le nombre de consultations des pages du site était bien en deçà du million, en 2015 il atteint presque les deux millions.

Financement 2016

Un travail important a été mené pour assurer le financement 2016 de la plateforme web telle qu'elle est actuellement. A l'avenir, les montants accordés par un nombre varié de services fédéraux, d'œuvres d'entraide et de fondations privées garantiront la poursuite de notre offre d'informations.

Top 10 des articles

Il est intéressant de s'attarder quelque peu sur les articles les plus visités de notre site www.humanrights.ch. Dans la version germanophone, il s'agit des articles sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, les définitions des termes « racisme » et « droits humains », des informations par pays concernant la Chine et la Turquie, ainsi que le dossier thématique « Islam et droits humains ». Dans la version francophone, ce sont les documentations sur la Cour européenne des droits de l'homme, sur la Convention de Genève ainsi que sur diverses réglementations en lien avec le droit de la famille qui ont été les plus consultées.



Engagement contre l'initiative de mise en œuvre

Fin septembre 2015 déjà, nous avons publié un article complet sur l'initiative de mise en œuvre de l'UDC, accompagné d'une analyse de ses effets sur l'état de droit en Suisse. Avant les élections fédérales, nous avons fait circuler cet article dans nos différents réseaux. Suscitant un grand intérêt, cet article a été mis en lien sur de nombreux sites. Sans fausse modestie, nous constatons que humanrights.ch a apporté une contribution importante et anticipée dans la sensibilisation à cette thématique et a favorisé la mise sur pied d'un groupe d'opposition contre l'initiative de mise en œuvre.

Au vu des effets désastreux qu'aurait l'initiative de mise en œuvre, nous avons en outre publié en décembre une recommandation de vote, que nous avons envoyée à tous nos membres.

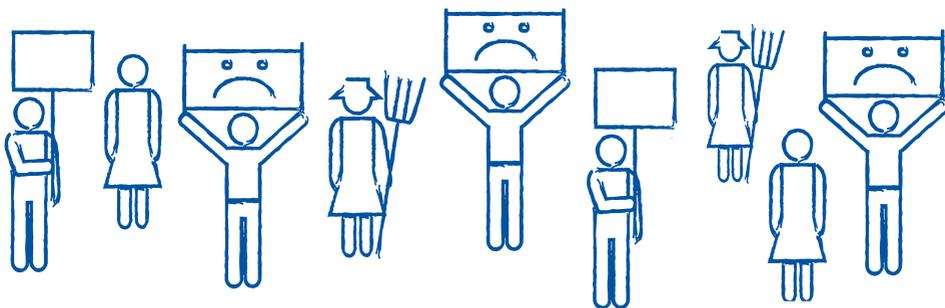
Réseau de consultations pour victimes de racisme

Créé en 2015, le « Réseau de consultations pour victimes de racisme » est un projet commun de l'association humanrights.ch et de la Commission fédérale contre le racisme (CFR). Il représente un élément central de la protection contre la discrimination raciale en Suisse, vingt-et-un services de consultation de toutes les régions linguistiques du pays ayant rejoint le projet depuis sa création.

En 2015, deux rencontres ont eu lieu à Berne entre des collaboratrices/ collaborateurs de tous les services de consultation concernés. Outre des échanges sur une sélection de cas, des spécialistes extérieurs ont apporté une contribution experte aux personnes présentes sur différents sujets, tels que le transfert de savoir ou le « profilage racial ».

En 2015, le « Système de documentation et de monitoring » (DoSyRa) a été repensé de fond en comble. Ce système permet de recueillir, de traiter, de gérer et d'évaluer les cas gérés par les différents services. Durant la période allant de janvier à décembre 2015, les services de consultation ont documenté dans DoSyRa plus de 250 cas de discrimination raciale.

- Le rapport de monitoring 2015 sur les incidents racistes traités en consultations paraîtra en mai 2016. Il pourra être téléchargé sur le site internet du Réseau de consultations www.network-racism.ch ou commandé par mail (info@humanrights.ch) en format brochure.



Plateforme droits humains des ONG

La plateforme droits humains des ONG, qui a été fondée début 2013 et qui comprend plus de 80 organisations suisses, a également été coordonnée par humanrights.ch en 2015. Deux réunions décisionnelles auxquelles ont participé les 14 organisations assumant le pilotage de la plateforme ont permis de fixer le cadre des activités. Nous présentons ci-dessous deux exemples d'activité :

Lobbying pour la création d'une Institution nationale des droits humains (INDH)

La plateforme droits humains des ONG a rédigé une brochure, qu'elle a ensuite distribuée de manière ciblée, notamment au sein de l'administration fédérale. En juin, la plateforme des ONG a fait parvenir une lettre au Conseil fédéral en lien avec la décision qu'il s'apprêtait à prendre concernant l'éventuelle création d'une INDH. Elle entendait en effet lui rappeler les attentes de la société civile sur cette question. La décision du Conseil fédéral a ensuite été différée et une délégation de la plateforme des ONG a reçu à l'automne 2015 l'opportunité de présenter à nouveau sa position à l'occasion d'une rencontre avec l'administration fédérale.

Politique extérieure en matière de droits humains

A la suite d'une intervention écrite envoyée à la Division sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) relative à la problématique des dialogues sur les droits humains, une délégation de la plateforme des ONG a été invitée à rencontrer le chef de la DSH, l'ambassadeur Claude Wild, ainsi que la directrice de la Section Politique des droits de l'homme, Madame Véronique Haller. L'échange a renforcé la compréhension mutuelle et a permis la création, au sein de la plateforme des ONG, du groupe de travail « Politique extérieure en matière de droits humains ». Ce groupe de travail mènera dès 2016 un dialogue critique structuré avec la DSH.

Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH)

Fin du mandat

Depuis la création du CSDH en 2011, humanrights.ch s'est profilée en tant qu'organisation partenaire stratégique en gérant le domaine thématique «Information et sensibilisation». Au premier trimestre 2015, le comité et la direction de humanrights.ch ont décidé de ne pas prolonger le mandat avec le CSDH à l'issue de la phase-pilote à la fin 2015. En effet, comité et direction ont estimé que maintenir des rapports étroits avec une institution directement liée à la Confédération pouvait avoir des effets négatifs sur une organisation non gouvernementale telle que humanrights.ch, notamment concernant sa capacité d'agir en tant qu'ONG indépendante dans le domaine de la politique des droits humains. Le CSDH a d'ailleurs réagi positivement à cette décision.

Groupe de travail des ONG pour l'OSCE

Humanrights.ch a assuré en 2015 la coordination du Groupe de travail (GT) suisse des ONG pour l'OSCE, qui poursuit en 2016 ses activités. Par ailleurs, humanrights.ch a pu encourager les Etats présidant l'OSCE en 2015 (Serbie) et 2016 (Allemagne) à mener une auto-évaluation. Notre association a en outre soutenu activement la mise en place d'actions efficaces sur l'OSCE par les ONG en Allemagne.

Au niveau international, le Groupe de travail des ONG a collaboré étroitement avec le réseau pour les droits humains *Civic Solidarity Platform (CSP)*. Les thèmes centraux abordés concernaient notamment la liberté d'expression, le travail des médias dans les régions en conflit, la lutte contre la torture ou la place – en de nombreux endroits réduite – réservée au travail de la société civile. En 2015, humanrights.ch a organisé plusieurs conférences et workshops internationaux de la CSP.

Activités de conseils de humanrights.ch

En 2015 également, humanrights.ch a répondu à de nombreuses personnes demandant un soutien individuel: l'équipe de humanrights.ch a traité plus de 500 sollicitations par e-mail, téléphone, poste ou par contacts personnels.

Un tiers des cas concernait des personnes en situation extrême, qui étaient souvent à la recherche désespérée d'un soutien juridique ou simplement de quelqu'un à qui se confier. Une autre part importante des demandes provenait de professionnel-le-s des médias ou d'élèves et d'étudiant-e-s, qui avaient besoin d'informations de fond sur les droits humains ou de soutien pour leurs recherches scientifiques.

Humanrights.ch manque clairement de ressources pour offrir à ces personnes de longues consultations individualisées, une telle offre exigeant un investissement en temps important. Ceci dit, nous avons pour principe de ne laisser personne sur le carreau et de répondre à toutes les demandes de manière aussi constructive que possible. C'est pourquoi l'équipe tâche de rediriger les demandes vers les structures concernées existantes. Ce n'est que dans certains cas exceptionnels que humanrights.ch intervient ou apporte un soutien juridique direct. Dans certaines situations, qui nous paraissent illustrer de manière symptomatique des erreurs institutionnelles ou structurelles, nous documentons en outre l'historique du cas sur notre plateforme d'information, à la demande et avec l'accord de la personne concernée.

Sans les dons et les contributions des membres, il ne nous serait pas possible de faire face à toutes ces sollicitations. Voilà une raison supplémentaire d'exprimer notre gratitude à nos membres ainsi qu'à nos donatrices et donateurs!



Exemples de problèmes qui nous ont été adressés en 2015 :

Racisme/discrimination

- ▶ Réponse négative à une postulation motivée comme suit: « Nous ne prenons que des Suissesses. »
- ▶ Affiche relative à une famille de réfugiés syriens: « Ich habe Fremde zum Fressen gerne » (« Les étrangers sont à croquer »)
- ▶ Contrôle de police humiliant pour une personne de couleur

Droit des étrangers/droit d'asile

- ▶ Une famille de réfugiés syriens au Liban désire savoir comment se rendre en Europe
- ▶ Une femme avec 3 enfants veut empêcher que son mari ne soit renvoyé
- ▶ Une femme chilienne est accusée de vol et est menacée d'expulsion
- ▶ Une personne séjournant en Suisse depuis 30 ans est expulsée pour avoir commis une infraction (jugement: 1 an avec sursis)

Police/justice

- ▶ Demande concernant le délai pour déposer une plainte individuelle auprès de la CrEDH
- ▶ Un homme entame une grève de la faim en détention (Zurich) après qu'un traitement dentaire lui a été refusé
- ▶ Manque de proportionnalité des mesures disciplinaires en institutions pénitentiaires

Droits sociaux

- ▶ Un père voit ses prestations sociales réduites et ne sait plus comment subvenir aux besoins de sa famille
- ▶ Décision de l'AI négative en raison d'une expertise COMAI: que faire?

Droits des parents/droits des enfants

- ▶ Un père aimerait des renseignements concernant l'autorité parentale conjointe
- ▶ Un enfant étranger en situation de handicap voit son entrée en Suisse et son adoption par une Suissesse refusées

Perspective

Création d'un « Service de consultation pour les personnes détenues et leurs proches »

Humanrights.ch reçoit régulièrement des demandes d'aide et de soutien de la part de personnes détenues ou de leurs proches. Au contraire d'autres groupes sociaux marginalisés, il n'existe presque pas de structures permettant aux personnes détenues d'obtenir de l'aide juridique en cas de besoin, à l'exception des services payants des avocates et avocats. Le projet prévu par humanrights.ch de créer un «Service de consultation pour les personnes détenues et leurs proches» entend combler cette lacune.

Les points de frictions entre la privation de liberté et les droits humains et fondamentaux touchent à de nombreux domaines, notamment les conditions de détention, les mesures disciplinaires, les durcissements dans l'exécution des peines, les prolongations de détention ou les restrictions dans les contacts avec le monde extérieur. La mise en place précise d'une typologie des domaines de friction et des besoins des personnes concernées basée sur l'expérience est l'un des objectifs du projet.

Le service de consultation aura pour but d'agir de manière complémentaire aux structures existantes. Il visera à faciliter l'interaction entre les personnes détenues, d'une part, et les autorités d'exécution des peines et les institutions pénitentiaires d'autre part, ceci aussi bien du point de vue juridique que du point de vue personnel.

Le lancement du projet est prévu pour l'été 2016, à la condition qu'un financement suffisant soit assuré par les fondations privées et les particulières/particuliers.

- Pour de plus amples informations sur le projet, veuillez contacter :
david.muehlemann@humanrights.ch
031 301 92 75



L'équipe

Lors de l'assemblée des membres de 2015, Dieter von Blarer, avocat et ancien ombudsman de Bâle-Ville, a été élu nouveau Président de l'association humanrights.ch. Il remplace Jürg Schertenleib, qui présidait le comité de humanrights.ch depuis 2011. Nous adressons à Jürg Schertenleib, qui continuera à œuvrer au sein du comité, nos plus sincères remerciements pour le travail accompli.

Comité

- Dieter von Blarer (Président), Juriste
- Kaj Rennekampff (finances)
- Anja Eugster, Juriste
- Verdiana Grossi, Historienne
- Michael Marugg, Juriste
- Tarek Naguib, Juriste
- Marianne Roth, Conseillère en communication
- Jürg Schertenleib, Juriste
- Ruedi Tobler, Expert en droits humains
- Judith Wyttenbach, Juriste

Equipe

- Alex Sutter, co-direction (direction générale, site web)
- Christina Hausammann, co-direction (collaboration pour divers projets)
- Beatrice Schild (rédaction web, version allemande)
- Isabelle Michaud (rédaction web, version française)
- Matthias Hui (coordination Groupe de travail des ONG pour l'OSCE)

- Natascha Cerny (Dialogue OSCE)
- David Mühlemann (Réseau de consultations pour les victimes de racisme/allrounder)
- Patrick Low (traduction, version anglaise)

Stagiaires et civilistes

- Lauren Barras
- Marco Colombo
- Stefan Egli
- Abraham Kliebens
- Laura Knöpfel

Collaborateurs bénévoles

- Blandine Guignier (relecture fr)
- Anita Kunath (relecture ang)
- Rachel Hewitt (relecture ang)

Comptabilité

- Renato Giacometti, Abrakadabra Treuhand, Langnau

Services web

- Flavia Vattolo et Carol Brandalise, weave.ch, Zurich

Soutien PC

- Kevin Eggel

Bilan comptable 2015

Comptes pour la période allant du 1^{er} octobre 2014 au 31 décembre 2015
(Exceptionnellement, ce bilan couvre 15 mois, afin de faire coïncider à nouveau l'exercice comptable à l'année civile)

Charge		Produit	
Général		Général	
Salaire de la direction	35 398	Membres	41 075
Administration	29 640		
Salaires stagiaires/civilistes	15 692	Dons	152 267
Comptabilité & informatique	13 092		
Loyer du bureau c.c.	20 228	Overheads de projets	60 966
Mat. de bureau/copies/impressions	10 142		
Tél./internet/Port/électricité	5 960	Autres produits	10 608
Autres charges	10 447		
Total charges général	141 037	Total produits général	264 916
Mandat CSDH		Mandat CSDH	
Total charges	107 534	Total indemnisation	97 101
Projets		Projets	
Plateforme d'information	323 624	Plateforme d'information	323 750
Redesign humanrights.ch	48 000	Redesign humanrights.ch	48 000
Réseau de consultations racisme	36 370	Réseau de consultations racisme	36 370
Plateforme des ONG	29 176	Plateforme des ONG	29 176
Coordination GT OSCE	72 267	Coordination GT OSCE	72 267
Dialogue OSCE	32 567	Dialogue OSCE	32 567
Charges mandats & projets	715 679	Produit mandats & projets	705 246
Charges extraordinaires	110 000	Produits extraordinaires	0
Total	966 716	Total	970 162
Bénéfices	3 446		

Remarque : grâce à deux dons exceptionnellement élevés, un fonds du personnel a pu être mis sur pied pour la première fois (voir section de frais « Charges extraordinaires »).

Bilan pour le 31 décembre

Actifs	
Actif circulant	370 246.32
Actif immobilisé	956.00
Total actifs	371 202.32



Passifs	
Capitaux de tiers	
Obligations à court terme	97 968.65
Fonds liés aux projets	56 005.12
Fonds du personnel	110 000
Total capitaux de tiers	263 973.77
Fonds propres	
Fonds de l'association	103 783.04
Bénéfices	3 445.61
Total fonds propres	107 228.55
Total passifs	371 202.32

Remerciements

Humanrights.ch remercie les membres de leur fidélité et de leur soutien tout au long de l'année 2015. Nous remercions chaleureusement celles et ceux qui nous ont amené de nouveaux membres. Le nombre d'adhésions a dépassé la moyenne en 2015.

Nous adressons par ailleurs des remerciements particuliers aux généreuses donatrices et aux généreux donateurs.

Les contributions et dons nous aident à couvrir les charges administratives ainsi que les activités qui ne sont pas liées aux projets, telles que les renseignements et conseils que nous offrons. Elles nous permettent en outre de lancer de nouveaux projets.



humanrights.ch

Hallerstrasse 23, CH-3012 Berne, Téléphone +41 31 302 01 6
info@humanrights.ch, www.humanrights.ch
CP 34-59540-2